

**Déclaration de la Commission de
Consolidation de la Paix des Nations Unies
sur la situation en République centrafricaine**

New York, le 24 décembre 2012

La Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies (CCP) condamne dans les termes les plus forts la résurgence de la violence en République centrafricaine, en particulier les activités menées par la coalition Séléka des groupes rebelles, et l'occupation des villes de Ndélé, Sam Ouandja, Bamingui, Bria, Kabo, Batangafo et Bambari.

Ces actes sapent les progrès fragiles accomplis en matière de consolidation de la paix dans le pays ; efforts que le gouvernement de la RCA a poursuivis notamment en coopérant avec la Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies depuis juillet 2008.

La CCP appelle toutes les parties à faire preuve de retenue et à cesser toute violence, en particulier dirigée contre les populations civiles des villes occupées, et à cesser tout pillage et la destruction des infrastructures.

La CCP appelle également à un retour immédiat à la table des négociations par toutes les parties concernées, de sorte à rechercher une solution à la crise par le dialogue national sur la base de l'Accord de paix global de Libreville de 2008, et à aborder les griefs des deux côtés d'une manière non-violente et participative.

La CCP appelle également tous les partenaires de la République centrafricaine à travailler en unisson vers la stabilisation de la situation sécuritaire. La CCP appelle également les partenaires régionaux et autres membres de la communauté internationale à continuer de fournir au Gouvernement de la République centrafricaine le soutien nécessaire pour consolider la paix, et de fournir un appui aux populations déplacées en raison des violences en cours.

La CCP se félicite de la tenue d'une réunion extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEEAC (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale) à N'Djamena le vendredi 21 décembre, et soutient pleinement ses décisions, en particulier celle visant

à ne pas recourir à l'option militaire pour résoudre la situation et à reprendre dès que possible les négociations à Libreville en vue de revisiter l'Accord de paix global de Libreville de 2008 et les recommandations du Dialogue Politique Inclusif de 2008.

La CCP soutient pleinement la Déclaration à la presse du Conseil de sécurité sur la République centrafricaine (SC/10867), publiée le 19 décembre.